

RAPPORT MORAL 2011

Rédaction : Didier Loufrani

MIRAMAP

58 rue Raulin - 69007 LYON
www.miramap.org - 06 18 99 77 80



Le MIRAMAP a deux ans de fonctionnement. Dans le rapport d'activités, vous avez eu un compte rendu rapide des actions menées à une dizaine de militants du bureau et du collectif, sans oublier Astrid dont il faut souligner que son efficacité n'a d'égale que sa gentillesse et sa bonne humeur.

Dix personnes solidaires et soudées comme une cordée d'alpinistes, mais c'est un peu comme au cours d'une ascension difficile : un sentiment d'épuisement en regardant vers le haut et devant le chemin qu'il reste à faire, ils commencent à désespérer en se disant qu'ils ne seront pas capables de poursuivre leur effort devant l'immensité de la tâche.

Et puis, ils regardent vers le bas et s'étonnent du chemin déjà parcouru ! Ils n'en reviennent pas ! Tout à coup les forces et le moral reviennent, le sac est moins lourd et ils se sentent plein d'énergie pour atteindre le sommet !

▸ Qu'est ce qui soutient notre énergie?

C'est d'abord et avant tout la conviction profonde que notre combat citoyen pour maintenir une agriculture paysanne et respectueuse de l'environnement est juste.

- L'Etat (et pas seulement en France) est défaillant dans son obligation morale de nourrir correctement sa population. En abandonnant cette tâche aux sociétés de l'agro-industrie, dont l'objectif n'est pas de nourrir mais de faire du profit, on assiste à une dégradation constante des conditions alimentaires tant dans les pays riches que dans les pays pauvres :
- La barre du milliard de personnes souffrant de sous-alimentation a été franchie en 2009 et cela continue d'augmenter.
- L'augmentation considérable du taux d'obésité y compris chez les enfants dans nos pays occidentaux est tout aussi inquiétante.

▸ L'agriculture productiviste n'est pas la solution, c'est le problème

Claude Bourguignon¹, dit qu'on a dégradé 2 Milliards d'hectares de terre depuis 6000 ans d'agriculture dont 1 milliard pour le seul 20ème siècle.

Un seul siècle a suffi pour dégrader autant que les 60 siècles précédents!

Amener l'agriculture à respecter les sols, l'air et l'eau en remplissant son rôle fondamental de nourrir les humains suppose de passer à des modes de production agro écologiques.

C'est la conviction du Professeur Olivier De Schutter², Rapporteur Spécial des Nations Unies pour le Droit à l'Alimentation et c'est aussi la nôtre.

¹ Intervention de Claude Bourguignon à l'Assemblée Nationale 10/12/2010

<http://www.youtube.com/watch?v=2zdYkhs5Oco&feature=related>

² http://www.srfood.org/images/stories/pdf/officialreports/20110308_a-hrc-16-49_agroecology_fr.pdf



Les paysans qui utilisent le système agro-sylvo-pastoral c'est à dire l'association de la plante nourricière, de l'arbre et de l'animal sont les plus productifs au mètre carré de surface cultivée. Dans le sud ouest, la culture du haricot tarbais indispensable au cassoulet qu'il soit de Toulouse ou de Castelnaudary se faisait en se servant d'un pied de maïs comme tuteur ; et les paysans Aymaras des hauts plateaux de Bolivie cultivent en plus la courge entre les pieds de maïs. En remplaçant la productivité de la terre par la productivité du travail, on a perdu des savoirs faire, de la bio diversité et des emplois. On a gagné de la pollution, des gaz à effet de serre, la dégradation des sols....

▸ Une agriculture alternative, pour une souveraineté alimentaire

Nous sommes d'ardents défenseurs d'une agriculture alternative, centrée sur les besoins fondamentaux des populations, sur la dignité des paysans, sur le respect de la terre et de la bio diversité sauvage et cultivée.

Nous voulons une agriculture de proximité destinée en priorité à alimenter les marchés locaux. On doit penser aussi bien sûr, au reste du territoire national, aux peuples voisins d'Europe et du Moyen Orient ou d'Afrique du Nord qui ne sont pas auto suffisants dans la production des céréales indispensables, mais construire comme aujourd'hui des élevages industriels gigantesques nécessitant une importation massive de soja des Amériques, cultivé en lieu et place des forêts primaires de ce continent est un non sens écologique. Cette interdépendance fait que le territoire sur lequel nous vivons n'aura pas d'avenir si l'avenir des autres territoires, des autres peuples n'est pas lui aussi assuré. Les cultures vivrières et l'agriculture familiale de petite échelle doivent être favorisées. D'autant, comme on le constate dans nos AMAP que nos paysans sont souvent des paysannes.

La souveraineté alimentaire est un droit pour les populations, de mettre en place les politiques agricoles les mieux adaptées aux territoires sur lesquels elles vivent. C'est clairement une démarche politique au sens noble du terme, en rupture avec l'organisation actuelle des marchés agricoles mise en œuvre par l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). Par politique agricole nous entendons la gestion et l'utilisation des terres, le développement harmonieux et sûr du territoire, la préservation des ressources en eau, le respect du droit traditionnel des paysans à conserver, utiliser et échanger librement ses semences.

▸ L'accès au foncier agricole ; un problème rémanent

La souveraineté alimentaire implique un accès plus équitable au foncier agricole. Nous sommes déterminés à intensifier notre action dans ce domaine en resserrant les liens déjà existants avec des associations comme Terres de liens par exemple.

Au delà de cette coopération nécessaire, c'est sur les territoires eux mêmes que les militants des réseaux d'AMAP doivent s'impliquer, interpeller les élus des collectivités locales quant à la préservation des terres fertiles, intervenir sur les Schémas de Cohérence et d'Organisation Territoriale (SCOT) et des Plans Locaux d'Urbanisme.....

Nous sommes conscients au sein de MIRAMAP que les réseaux sont le fer de lance de cette action et que nous devons construire tous les moyens de mutualisation entre les différentes régions. C'est un axe de travail important qui a été souligné lors de la deuxième rencontre en Avignon.



▸ Finance solidaire

Le foncier n'est pas le seul frein à l'installation des nouveaux paysans. Dès la création de MIRAMAP, nous avons travaillé sur des systèmes de finance solidaire pour les paysans. Le projet de création d'un fonds de garantie solidaire a été amorcé et nous permet de mesurer tout le travail qu'il y a à faire dans ce domaine; nous sommes conscients que le développement d'une agriculture alternative telle que nous la souhaitons se heurte à un financement quasi exclusif du Crédit Agricole, sous tendu par une vision économique formatée sur un modèle d'agriculture intensive et productiviste. Nous pensons qu'une agriculture alternative devrait pouvoir être soutenue par les systèmes de financement de l'Économie Sociale et Solidaire.

Mais tout est à construire, car ces systèmes ne sont pas prévus pour l'agriculture. Il faut les faire évoluer. C'est une mission majeure que nous nous fixons. Un premier séminaire va être organisé à Lyon le 27 Mars prochain dont l'objectif sera d'analyser les possibilités d'adaptation et les obstacles avec le souci constant de :

- préserver l'autonomie du paysan
- promouvoir les valeurs de l'Economie Sociale et Solidaire qui considère la finance comme un outil de développement des activités humaines et non comme une source de profits.
- inciter à une participation citoyenne, collective, et rapprochant les deux mondes paysans et habitants du territoire.

▸ Positionner le mouvement des AMAP auprès de l'administration comme un nouvel acteur ayant son mot à dire sur la politique agricole et alimentaire

Nous ne sommes pas un mouvement de consommateurs, ni un syndicat professionnel agricole, ni un lobby de l'agro industrie. Nous sommes un mouvement citoyen et nous sommes légitimes pour porter cette parole auprès des institutions.

Notre action en cours pour obtenir une reconnaissance d'intérêt général et pour obtenir un financement du CASDAR (Compte d'Affectation Spéciale Développement Agricole et Rural) sont cohérentes avec cette volonté.

Nous impliquer dans des processus de transition vers un développement durable, faciliter l'accès au foncier et au financement solidaire pour les paysans, œuvrer pour une souveraineté alimentaire, être reconnus comme des acteurs promouvant une agriculture alternative et la soutenant, voilà notre ambition . Nous espérons qu'elle est aussi la votre et nous vous invitons à rejoindre, nombreux, le collectif de MIRAMAP.

